



Intersyndicale du Morbihan

Déclaration liminaire du 12 janvier 2015 CTL suppressions d'emplois

Une fois de plus nous sommes ici pour constater que le département va encore perdre 25 emplois. Rien d'original dans ce que nous allons vous dire, rien probablement dans ce que vous allez répondre. Vous allez peut être nous expliquer que le plan de qualification profite aux collègues, que le département bénéficie de correctifs positifs. Pourtant il ne s'agit que de déshabiller Pierre pour habiller Paul, et cette réalité ne répond pas à la question qui nous préoccupe

Comment continuer à travailler et à remplir nos missions avec de moins en moins d'effectifs dans les services

Aussi nous rappelons pourquoi voulons-nous des emplois

Pour plusieurs réalités largement partagées par les collègues que nous représentons et qui témoigneront d'une part l'état doit remplir son rôle de pourvoyeur d'emplois. Il ne peut demander aux entreprises privées d'arrêter de détruire des emplois, tout en le faisant lui-même sous couvert de modernisation de l'état.

Solidaires Finances Publiques conteste l'approche gouvernementale continuant à faire de la DGFIP, le nouveau réservoir à suppressions d'emplois pour le budget de l'Etat.

Cette politique du « faire mieux en dépensant moins »- ne résiste pas à la réalité de l'exercice des missions. Elle déstabilise lourdement notre administration financière, va à l'encontre de la démarche affichée de mettre l'utilisateur au cœur des Services Publics et conduit à une dégradation continue des conditions de travail des agents.

d'autre part et quoique que vous en pensiez, les fonctionnaires de la DGFIP comme tous les travailleurs ne demandent rien d'autre que d'effectuer ce qu'ils considèrent comme du bon travail.

Et faire du bon travail

c'est remplir notre mission de service public à savoir appliquer la loi et les règlements dans le respect de l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Or que se passe t il

Nous n'avons plus les moyens de remplir nos missions donc le contrôle systématique devient aléatoire

; peu importe que la fraude fiscale soit évaluée de 60 à 80 milliards d'euros , cette fraude s'amplifie du fait de la faiblesse des moyens de contrôle , l'essentiel est de réduire les effectifs

; peu importe que le CICE puisse être capté par des entreprises fantômes sans contrôle, l'essentiel est l'affichage politique

; peu importe que des communes soient privées de leur trésorerie de proximité, l'essentiel est de réduire les coûts, etc etc.

Nous n'allons pas faire un catalogue du désengagement de l'état dans la vie publique. Depuis de trop nombreuses années, nous dénonçons un processus de réorganisation de l'Etat qui s'inscrit dans une politique dogmatique de suppressions d'emplois préjudiciable au bon exercice des missions de service public et aux conditions de travail. Tout démontre qu'il faut renforcer la DGFIP en emplois, tout justifie que l'amélioration des conditions de travail soit une priorité et tout plaide pour une reconnaissance de la technicité des agents, mais aussi pour une réaffirmation de l'utilité sociale et économique des missions qu'ils exercent.

Faut il donc renoncer

Faut il alors s'étonner du malaise ambiant

Faut il se réjouir que chacun calcule combien de temps «il lui reste» avant sa retraite

Est ce le signe de bonne santé dans une administration Nous en doutons.

Il y a un caractère d'urgence aujourd'hui à combattre cette politique destructrice d'emplois, des solidarités et des services publics.

Pour l'année 2015, les agents veulent être entendus, et exigent d'avoir les moyens d'assurer un service public efficace et de qualité

En effet, comment comprendre qu'un directeur qui paraît il connaît les difficultés d'exercice des missions ne s'élève pas face à la Direction Générale pour refuser les suppressions qui continuent depuis des années dans notre Département générant des charges de travail et des difficultés supplémentaires au quotidien.

Lorsque les agents manifestent leurs difficultés, ils ne sont pas entendus

Pourtant, Monsieur le Directeur, ceci est bien de votre ressort
, alors pour 2015 soutenez enfin vos agents